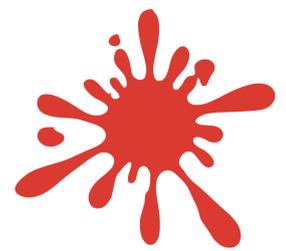


# L'encre rouge

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois  
Nouvelle série, n° 73 novembre 2022



## 90 ans du 9 novembre 1932 : ne pas oublier le passé pour mieux lutter aujourd'hui

Il y a 80 ans, le 9 novembre 1932, 13 personnes – manifestants ou simples passants – tombaient sous les balles de l'armée suisse, appelée en renfort par un Conseil d'État de droite (formé de représentants des partis qui sont les ancêtres directs du PLR et du Centre), pour protéger un meeting fasciste.

L'Union nationale de Géo Oltramare, un parti fasciste d'alors, avait en effet intenté un pseudo procès public – sous le modèle de ceux organisés par le NSDAP au même moment – contre Léon Nicole et Jacques Dicker, les dirigeants du Parti socialiste genevois. Aux dirigeants du PS, les fascistes reprochaient d'être de gauche, bien entendu, mais aussi de ne pas être genevois. Le journal de l'Union nationale, le Piloni écrivait : « Notre ville connaît l'odieux régime de l'occupation étrangère. Un juif russe [Jacques Dicker] et un Vaudois bolchevisant [Léon Nicole] commandent une armée de Confédérés que le marxisme a dénationalisés. » Il faut savoir en effet la violence des propos antisémites qui avaient cours dans la presse bourgeoise respectable de ces années-là, alors dans un journal fasciste...

Indignée par ce simulacre de procès, la gauche genevoise décida d'organiser une contre-manifestation. Mais le Conseil d'État décida de prendre fait et cause pour les fascistes de l'Union nationale et d'interdire la contre-manifestation. C'est qu'on était en pleine grande dépression, de chômage de masse lié à une forte combativité de la classe ouvrière. La droite suisse de ce temps n'était guère antifasciste, pour ne pas dire qu'elle avait une sympathie enthousiaste pour l'« Ordre nouveau » qui régnait dans l'Italie de Mussolini. Et le Conseil d'État genevois voyait là l'occasion de casser un Parti socialiste

genevois dont la ligne de lutte de classe lui déplaisait.

Le Conseil fédéral accepta d'envoyer l'armée en renfort. Des troupes furent amenées depuis le canton de Vaud, encadrées par un commandant aux idées d'extrême-droite. Les cartouches à blanc furent remplacées par des balles réelles. Le premier à tomber sous les tirs de l'armée fut Henri Fürst, président du Parti communiste. Cerise sur le gâteau, les dirigeants socialistes furent poursuivis pour cette répression dont ils étaient les victimes, et emprisonnés.

Toutefois, la droite genevoise n'avait pas atteint ses objectifs. La répression mobilisa au contraire la classe ouvrière, et quelques mois plus tard, Léon Nicole sortait de prison pour prendre la tête du premier Conseil d'État à majorité de gauche de l'histoire genevoise, dépourvu toutefois de majorité parlementaire, et dont l'action fut entravée par la bourgeoisie de toutes les manières possibles. Mais, lorsque la Deuxième Guerre mondiale éclata, l'élite suisse prit fait et cause pour le Troisième Reich, derrière le paravent de la neutralité officielle qui trompait peu de monde. Interdits, le Parti communiste et le Parti socialiste genevois se rapprochèrent dans la clandestinité. De leur union devait naître le Parti du Travail. Le Parti socialiste genevois actuel descend d'une scission de l'aile droite de l'ancien PS, emmenée par Charles Rosselet.



Mais si nous commémorons le 9 novembre 1932 chaque année, ce n'est pas seulement en souvenir du passé. Si nous disons : « plus jamais ça ! », ce n'est pas à titre incantatoire.

La bourgeoisie, le bras armé de son État et le fascisme qui travaillent main dans la main contre la classe ouvrière et ses organisations, ce n'est pas seulement un problème du passé. Car le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie bourgeoise, mais son évolution par temps de crise, et la classe possédante n'hésite jamais à y faire recours lorsqu'elle se sent menacée.

Nous ne sommes certes pas (encore) dans la situation des années 30. Mais, face aux crises profondes qui ébranlent son système, la bourgeoisie est tentée par des solutions autoritaires. Partout de par le monde, des partis d'extrême-droite sont au pouvoir ou en sont à l'anti-chambre. Contrairement aux propos peu sincères des uns et des autres, entre la droite libérale et le fascisme, il n'y a pas opposition irréductible, mais dangereuse porosité. **Aujourd'hui comme hier, nous devons combattre le fascisme.**

**Alexander Eniline**



**« Si l'on veut apporter des changements concrets y compris au sein de l'appareil d'État, on se doit également de mener ce combat dans les exécutifs »**

**Alexander Eniline a été désigné par l'Assemblée générale du Parti du Travail genevois du 10.10.22 candidat au Conseil d'État sur la liste Ensemble à Gauche. Il répond à nos questions.**

**Les personnes qui tiennent cet Encre Rouge entre les mains savent certainement déjà qui tu es. Mais peux-tu quand même te présenter en quelques mots ? Que peux-tu dire de ton parcours au Parti du Travail notamment ?**

**Alexander Eniline :** Je suis adhérent du Parti depuis l'âge de mes 16 ans, il y a... 16 ans. J'ai été successivement secrétaire cantonal, président de la section genevoise et depuis peu co-président du Parti Suisse du Travail. Dans la vie, je termine une thèse de doctorat en philosophie médiévale. Aujourd'hui, je suis candidat au Conseil d'État suite à une demande de plusieurs camarades, que j'ai accepté.

Durant ces 16 ans, le Parti a traversé beaucoup de péripéties. Quand je suis arrivé, il était dans une situation meilleure que ce qu'il a pu être entre deux. Il y avait encore quelques sections locales, qui étaient un peu au bout, le Parti était affaibli, mais avait néanmoins un dynamisme, un potentiel bien réel. La politique des alliances n'a pas toujours été un exercice facile, ni toujours bien maîtrisé, d'où des conséquences négatives sur le Parti. Un début de reconstruction avait démarré, qui fut malheureusement saboté par quelques individus ayant pu s'introduire au Parti et faire des dégâts considérables. En 2010, quand j'ai été élu secrétaire cantonal, le Parti sortait de cette crise dévastée. Durant une dizaine d'années, on s'est employé à le rebâtir, à étoffer ses rangs, à en renforcer l'unité idéologique, le potentiel politique et organisationnel, pour arriver au point où on en est aujourd'hui. Le résultat n'est pas totalement à la hauteur des objectifs

que nous nous étions fixés, mais les progrès accomplis sont indéniables.

**Tu viens de faire le rappel d'une situation encore compliquée pour l'organisation, malgré des progrès notables. Sur le plan externe, nous vivons aussi une situation sociale qui mêle stagnation des salaires, explosion des dividendes, inflation, pénuries, le tout sur une planète qui subit les affres du changement climatique... Que portes-tu dans ta candidature par rapport à tout cela ?**

Pour notre Parti la situation est, loin d'être idéale sans doute, mais bien plus favorable que les années précédentes. Notre renforcement fait que les rapports de force avec nos alliés sont devenus plus équilibrés. Et plus globalement, la situation politique a changé de façon notable. Lorsque j'avais adhéré, la crise financière de 2008 n'avait pas encore eu lieu, la vague du néolibéralisme n'était pas encore retombée, et la gauche radicale apparaissait à beaucoup de gens comme un vestige du siècle passé. Aujourd'hui, après que les crises se soient succédées, peu de gens considèrent encore que le système soit bienfaisant, et une aspiration à en changer grandit. L'urgence climatique ne fait que le rendre plus perceptible. La vague verte est venue de ce besoin, mais les Vert-e-s ne sont pas en mesure d'honorer leurs promesses de changement. Si j'avais adhéré au Parti du Travail, c'est parce que nos idées, notre héritage politique et organisationnel, représentent, à mon avis, la seule perspective pour un vrai changement de société. Nos réponses peuvent avoir d'autant plus d'impact aujourd'hui.

Du fait de l'urgence climatique, notre combat pour une rupture avec le capitalisme devient une exigence d'un avenir immédiat, il ne peut plus être remis à plusieurs décennies à l'avenir. Si l'on veut réaliser



effectivement cette transformation sociale à laquelle nous aspirons, nous devons apporter des changements concrets y compris au sein de l'appareil d'État, donc on se doit également de mener ce combat dans les exécutifs. C'est le sens de la présentation d'une candidature du Parti du Travail au Conseil d'État : pour y mener une politique de lutte de classe. Car les représentants de la bourgeoisie, eux, mènent ce combat de classe, de leur côté naturellement, et avec virulence. Leur position est que les riches paient encore trop d'impôts et qu'il faudrait les baisser si on veut qu'ils restent. Le PS et les Vert-e-s, pour l'essentiel, n'ont pas une position de classe claire, et préfèrent rechercher un compromis avec la bourgeoisie, ce qui conduit au mieux à un aménagement du système à la marge, au pire à l'accompagnement des contre-réformes. Nous ne voulons pas de ce type de compromis, qui ne sont en tout cas pas à la hauteur des réponses que les multiples crises du capitalisme exigent. Même si le PS et les Verts sont des alliés, il est aisé de constater nos différences politiques d'avec eux. Ainsi, nous estimons qu'il faut imposer une redistribution des richesses, sans rechercher de compromis avec la bourgeoisie, sans s'arrêter à des hésitations que les réformistes éprouvent trop souvent. Nous sommes clairement pour des transports publics gratuits. Les Vert-e-s ne sont pas pour, le PS l'est à moitié. D'autres exemples montrent la



Différence entre notre ligne et celle de la gauche réformatrice.

**Le Conseil d'État dans sa composition actuelle est souvent dépeint comme étant «de gauche», avec quatre représentants du PS et des Vert-e-s. Es-tu d'accord avec ça et quel bilan pourrais-tu tirer de cette législature?**

Il y a certes une majorité de gauche au gouvernement depuis deux ans, depuis que Fabienne Fischer a remplacé Pierre Maudet, mais le « changement de cap » dont parlent le PS et les Vert-e-s, on ne l'a pas trop ressenti. Certes, la majorité au Grand Conseil est de droite, mais, malgré tout, dans l'application des lois et dans la gestion des départements, la marge de manœuvre des magistrats aurait pu être davantage utilisée. Je ne dis pas que tout est mauvais dans ce qui a été fait, je pense par exemple à l'indexation des prestations sociales au renchérissement du coût de la vie, ou des objectifs plus ambitieux qu'ailleurs en matière de rénovation des bâtiments, assortis de mesures contraignantes. Mais la droite est extrêmement agressive, organisée et rétrograde. Le PLR est à fond pour baisser encore les impôts des plus riches, couper dans les dépenses, défendre la voiture un peu partout, au mépris de la nécessité de sortir des énergies fossiles... Et ce Conseil d'État n'est pas assez offensif, alors qu'il pourrait l'être davantage.

Sur les droits démocratiques, la pratique de Mauro Poggia va même contre le droit international. Elle vise à dissuader les mouvements sociaux par un pur excès de zèle au-delà de ce que la loi exige, et le fait, par exemple, de demander des émoluments pour organiser des manifestations est arbitraire. Les quatre conseillers d'État de gauche pourraient bloquer cette pratique, mais rien n'est fait.

Sur leurs bilans respectifs : Anne Emery-Torracinta s'est principalement limitée à la gestion de son département, d'ailleurs plutôt mal si l'on en croit les scandales et graves

problèmes devenus de notoriété publique. Thierry Apothéloz n'en a en tout cas pas fait assez pour un conseiller d'État de gauche pour répondre à l'urgence sociale. Il a fini par lancer un projet de réforme de l'Hospice général qui va dans le bon sens, mais ça lui aura pris du temps. Antonio Hodgers, au vu des projets d'aménagement réalisés ou qui vont sortir de terre, est objectivement du côté des promoteurs. D'ailleurs le bétonnage à l'extrême et l'abattage d'arbres à large échelle, ce n'est pas vraiment ce qu'on attendrait d'un magistrat vert. Difficile aussi de voir ce qu'a fait Fabienne Fischer, à part donner des conseils aux entreprises pour se verdir, même s'il faut reconnaître que deux ans ce n'est pas beaucoup pour juger d'un bilan. Sur le dossier Uber, elle a cherché le compromis avec l'entreprise et a avalé un arrangement désavoué par les syndicats et le dossier est loin d'être fini. De l'extérieur, on n'a en tout cas pas l'impression qu'ils font bloc pour utiliser la marge de manœuvre à leur disposition. Si le bloc de gauche était plus ferme sur les principes, le changement de cap se verrait un peu plus.

Sur l'avenir du Grand Conseil, il y a beaucoup d'inconnues, d'autant plus que le dépôt des listes n'est pas encore ouvert. Le PS pourra probablement se maintenir et les Vert-e-s pourront peut-être encore profiter de leur vague. On parle beaucoup des multiplications de listes à gauche, mais il y a aussi à droite une multitude de listes en concurrence, plus ou moins sérieuses, dont toutes n'atteindront pas le quorum. Selon le nombre de listes éliminées, la composition du Grand Conseil pourrait être très différente, et potentiellement éloignée du résultat réel du vote populaire (ce qui montre une fois de plus le caractère antidémocratique de ce quorum à 7%).

**La coalition Ensemble à Gauche lance également deux autres candidats : Françoise Nyffeler et Téo Frei. Aux côtés de ton profil de co-président du PST, on retrouve donc des personnes**

**connues notamment pour leurs activistes dans la Grève Féministe et dans la Grève pour le Climat. Cette variété des lignes est-elle une force?**

C'est effectivement une bonne chose que d'avoir des représentants de ces mouvements sociaux du côté de solidaritéS, et nos trois candidatures sont complémentaires. Il est par ailleurs naturel que nos composantes portent des lignes différentes. Le Parti du Travail, solidaritéS et le DAL sont bien trois réalités différentes. Sinon, il n'y aurait pas de raisons que nous ne soyons pas un seul parti.

**Plusieurs obstacles pourraient poser problème à EàG pour atteindre le quorum. Nous pouvons notamment penser à la présence probable de Résistons dans la course électorale. Qu'en penses-tu?**

C'est certes un problème, d'ailleurs issu d'une crise interne douloureuse que solidaritéS avait traversée. Au point où on en est, je vois difficilement un accord avec ces gens. Mais au fond, on leur accorde beaucoup d'importance car nombre d'entre eux sont des élus, alors qu'il n'y a rien derrière. Le PdT, solidaritéS et le DAL existeraient sans participation parlementaire. Résistons, c'est un petit état-major sans base. Ils ont de l'argent, mais plus personne ne consentirait à remarquer leur existence s'ils n'étaient plus élus. Nous avons les moyens de passer le quorum sans eux, même si ça ne sera pas simple.

Il ne faut du reste pas surestimer les dégâts qu'ils sont encore en mesure de causer. Il y a quatre ans et demi, nous étions confrontés à trois listes rivales, avec déjà une décomposition d'EàG. La Liste pour Genève était composée de gens, qui jouaient un rôle extrêmement nuisible au sein de la coalition ; heureusement qu'ils l'ont quitté du reste. On les a oubliés depuis.

**Propos recueillis par Balmain Badel**



## Renforcer les luttes ouvrières en Suisse

La classe ouvrière se réveille en Suisse. Ces dernières semaines ont vu de nombreuses manifestations de travailleurs et travailleuses pour promouvoir et défendre leurs droits, avec une revendication commune : la défense du pouvoir d'achat, c'est-à-dire l'augmentation des salaires.

Les fonctionnaires se sont mobilisés à Genève, dans le canton de Vaud et au Tessin. Des milliers de travailleurs sont descendus dans la rue, mobilisés par les syndicats VPOD/SSP, SIT, SUD, Syna/OCST. Les luttes portent sur les augmentations de salaire mais aussi sur le maintien des conditions de retraite liées à la caisse de pension des employés publics au Tessin. Au Tessin comme en Suisse romande, les luttes vont se poursuivre avec des manifestations annoncées pour les mois à venir.

Les travailleurs des transports publics genevois ont fait grève pendant deux jours consécutifs et, avec le soutien des syndicats SEV, SIT, Transfair et Unia, prévoient de retourner dans la rue le 3 novembre.

Les travailleurs de la construction, en revanche, ont commencé leur mobilisation pour la Convention Nationale, où les positions entre les patrons et les syndicats (Unia et Syna) sont diamétralement opposées. Les travailleurs demandent une réduction des heures, les patrons veulent plus de "flexibilité" pour les augmenter. D'autre part, les patrons refusent d'entrer en discussion sur la revendication d'une augmentation de 260 francs par mois et ont une attitude extrêmement agressive contre les luttes syndicales, entre autres en portant plainte contre les syndicats pour violation de la paix du travail.

L'automne de mobilisation est certainement influencé par la situation économique mondiale. Ce n'est pas un hasard si les luttes des travailleurs s'intensifient partout en Europe et même aux États-Unis.

Alors que les dirigeants bourgeois tâtonnent dans le noir pour trouver la quadrature du cercle qui leur permettra de sortir de l'inflation et de la crise énergétique, les effets sur les classes populaires sont tels que la colère de ceux qui subissent un système injuste depuis des décennies monte.

Il existe de nombreux récits qui expliquent la crise par l'arrivée de la pandémie, la guerre en Ukraine ou les erreurs des banques centrales. Certes, il y a dans chacun d'eux une part de vérité historique, mais nous, marxistes, analysons les événements en fonction des relations entre les classes sociales et sommes conscients que la crise est intrinsèque au système capitaliste, maintenant développé sous sa forme d'impérialisme monopoliste. Ainsi, la façon dont les crises se manifestent est toujours le résultat du système capitaliste conduisant au développement de contradictions économiques, sociales, écologiques insolubles sans une révolution, qui ne peut être que socialiste.

Cependant, le chemin pour chasser du pouvoir une bourgeoisie de plus en plus aveuglée par le profit reste impraticable. La capacité de la classe ouvrière en général à s'organiser et à se mobiliser est très faible, et la conscience politique pour construire une alternative au capitalisme est très en retard sur les événements historiques. Par conséquent, le processus de renforcement du Parti Suisse du



Le Parti du Travail à la grève des travailleuses et travailleurs de la construction, le 07.11.22

Travail, le parti de la classe ouvrière, devient de plus en plus important.

En Suisse, la répression patronale et légale contre l'organisation syndicale est encore très forte, il est donc nécessaire qu'en plus des revendications salariales (matérielles) pour les travailleurs et travailleuses, la revendication des droits syndicaux et politiques, qui sont encore foulés aux pieds par la bourgeoisie, soit également développée. Pour renforcer le mouvement syndical afin qu'il puisse inverser la tendance à la dégradation des conditions de travail et de vie, il est nécessaire d'obtenir le droit de grève sans "si" ni "mais", le droit à la démocratie syndicale dans les entreprises, le droit d'élire démocratiquement leurs représentants dans les entreprises et dans les institutions politiques. Seule l'organisation politique de la classe ouvrière peut permettre d'obtenir ces droits, renforcer le Parti Suisse du Travail doit contribuer à élever le niveau de la confrontation entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Seul un parti des travailleuses et travailleurs enraciné dans le système de production, à travers ses militants, peut aspirer à changer le pays.

**PST-POP**



## Solidarité avec le peuple bolivien face à une nouvelle tentative de coup d'État de l'extrême-droite

C'est avec indignation que le PST-POP a appris que, sous l'impulsion du gouverneur putschiste de la province de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, des milices d'extrême-droite, le soi-disant « Comité Civique de Santa Cruz », conduisent depuis deux semaines déjà une pseudo « grève », soit un blocage violent des routes et des entreprises de la ville de Santa Cruz.

Le grief de ces groupes factieux ? Leur opposition au nouveau programme statistique national, proposé par le gouvernement démocratiquement élu dans le cadre de la loi. Ce prétexte manifestement futile – qui bloque un pays pour des raisons de statistique ? – comme le refus de l'extrême-droite bolivienne de tout dialogue avec le gouvernement ne montrent que trop bien que le seul but de la manœuvre est une tentative de déstabilisation, pour tenter un nouveau coup d'État.

C'est que ces groupes fascistes, incarnation politique d'une oligarchie issue de l'époque coloniale, n'ont jamais accepté l'accession d'Evo Morales à la présidence et du MAS (Mouvement vers le socialisme) au pouvoir, ils n'ont jamais accepté le Processus du changement, qui a ébranlé leurs privilèges, permis une émancipation des peuples autochtones, une plus juste répartition des richesses, et engagé la Bolivie sur la voie du progrès démocratique et social, avec à terme la perspective du socialisme (inscrite dans le programme du MAS). Cette extrême-droite violemment raciste n'a jamais accepté que les peuples autochtones secouent leurs chaînes héritées de la colonisation. Les bandes fascistes sont d'ailleurs en train de commettre de véritables pogroms contre les autochtones.

En 2019, l'extrême-droite bolivienne avait d'ailleurs brièvement repris le pouvoir dans un coup d'État sanguinaire, et tenté de le



garder en repoussant plusieurs fois les élections en toute illégalité. Mais son régime s'est lamentablement effondré, la dictatrice fasciste Janine Añez s'est complètement discréditée, et le MAS a repris le pouvoir par les urnes, portant Luis Arce à la présidence. Mais l'oligarchie bolivienne refuse d'accepter la volonté claire et démocratiquement exprimée du peuple, et tente de nouveau de recourir à la violence fasciste. Derrière elle, il y a l'impérialisme étatsunien, désireux de remettre l'Amérique latine sous sa botte.

Le PST-POP condamne résolument les manœuvres séditionnelles de l'extrême-droite et les ingérences de l'impérialisme, et exprime son entière solidarité avec le peuple bolivien, les travailleuses et travailleurs de Bolivie, avec nos camarades du MAS, et Luis Arce, président de l'État plurinational de Bolivie.

Le peuple vaincra, le Processus du changement triomphera, et les fascistes finiront dans les poubelles de l'histoire !

### Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

**Paraît 10 fois par an**

**Rédaction, administration**

25 Rue du Vieux-Billard

Case Postale 16

1211 Genève 8

[pdt-ge@bluewin.ch](mailto:pdt-ge@bluewin.ch)

[www.pdt-ge.org](http://www.pdt-ge.org)

022 321 79 58

Iban : CH07 0900 0000 1200

8747 5

mention : encre rouge

**Éditeur responsable :**

Alexander ENILINE

**Maquette :**

Alexander ENILINE

**Ont collaboré à ce numéro :**

Alexander ENILINE, Maurice MI-

CHON, Balmain BADEL, Burhan

AKTAS, René ECUYER

**Délai de remise des textes :**

15 décembre 2022

**Tarif abonnements :**

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-



## QUOI ! La bataille de l'Èbre

Il y a 77 ans le nazisme allemand et le fascisme italien étaient vaincus.

Aujourd'hui l'hydre fasciste réapparaît dans plusieurs pays européens et il est nécessaire de rappeler un épisode important de l'histoire récente de notre continent.

La guerre civile en Espagne, qui par manque de détermination de la part de la France et la Grande Bretagne, a permis à l'Allemagne et l'Italie de tester le sentiment de résistance des démocraties européennes ainsi que des méthodes de combat de l'aviation qui serviront de test pour les futures opérations de conquêtes en Europe.

Cette guerre civile a été une confrontation sanglante et tragique entre deux conceptions fondamentalement différentes de la société : Dictature ou parlementarisme, nationalisme ou internationalisme.

En février 1936, le Front populaire gagne les élections, ce front est

composé de socialistes, communistes et anarchistes.

Les nationalistes n'acceptent pas le résultat sorti des urnes, ni la création d'un gouvernement d'union populaire clairement orienté à gauche.

Une rébellion de généraux putschistes sous la direction du général Franco éclate le 17 juillet 1936.

C'est le début de la guerre civile qui durera jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1939, qui verra la victoire des forces nationalistes et conservatrices et qui confortera Hitler et Mussolini dans leur conviction de pouvoir dominer l'Europe.

Dans cet article ne sera traité que l'une des dernières grandes batailles menées par les forces républicaines, qui comprenaient de nombreux volontaires des brigades internationales, contre les insurgés nationalistes et fascistes de Franco, appuyé par des troupes d'Hitler et de Mussolini.



Les Brigades Internationales sont créées le 22 octobre 1936, elles sont composées de volontaires antifascistes venus de 53 pays ; 32'00 à 35'000 volontaires servirent dans les Brigades, dont près de 800 suisses. Environ 15'000 brigadistes moururent au combat.

Les Brigades sont essentiellement formées de communistes, d'anarchistes, de socialistes et de compagnons de route.

Le POUM (antistalinien), la CNT (anarchiste), la colonne Durruti (anarchistes français et italien), et l'AIT (Association internationale des travailleurs) ne faisaient pas partie des Brigades.

Les troupes nationalistes bénéficiaient de plusieurs appuis très importants, à savoir, des troupes maures composées de supplétifs marocains provenant du Maroc Espagnol, de la Légion Condor, aviation fournie par l'Allemagne nazie, et par un contingent de l'armée italienne de Mussolini de 70'000 hommes.

De plus l'église catholique, farouchement anti-républicaine, apporta une caution morale aux troupes fascistes.

En 1938, les troupes nationalistes occupent une partie importante du pays.

Le front républicain est en grande difficulté, les régions basques du nord sont tombées, la bataille de Teruel est perdue et le centre (Madrid) est coupé de la Catalogne.





Un élément décisif a pesé sur le déroulement de la guerre et a fortement handicapé le camp républicain : le pacte de non-intervention signé par les

démocraties européennes (France, Léon Blum, SFIO), Angleterre (Baldwin, conservateur), avec les forces de l'axe et qui, de fait, a privé le gouvernement légitime espagnol de livraison

apporté une aide militaire massive à la jeune République espagnole.

La bataille de l'Èbre se déroula du 25 juillet au 16 novembre 1938.

Au début de l'année 1938 le front républicain est en difficulté. Le général Vincente Rojo, chef de

L'état-major républicain décide de lancer une opération massive sur l'Èbre sur un front de 60 km.

100'00 hommes sont engagés parmi eux de nombreux brigadistes.

Seule l'Union Soviétique a



**Traversée de l'Èbre**

En quelques jours les brigadistes occupent les sierras de la Fratarella, de Pandols et de Cavalls. Le 29 juillet, ils atteignent les points extrêmes de leur avancée, puis le front se stabilise.

La Légion Condor bombarde systématiquement les points de passage de l'Èbre privant les républicains de ravitaillement en armes et munitions.

Le 23 septembre 1938, suite à l'accord de non-intervention des démocraties européennes avec les puissances fascistes de l'axe, le gouvernement républicain espagnol décide de retirer du combat les brigades internationales.

En conséquence, les nationalistes gagnent du terrain sur tous les fronts et dans la nuit du 15 au 16 novembre le solde des troupes

républicaines traversent le fleuve en sens inverse. La bataille de l'Èbre est terminée et est gagnée par les nationalistes.

Gardons en mémoire un autre fait tragique :

Le bombardement par la Légion Condor allemande nazie (44 avions) et l'Aviation Légionnaire italienne fasciste (13 avions) de la ville basque de Guernica, le 26 avril 1938, un jour de marché, qui a fait 1'654 morts et plus de 800 blessés (bilan officiel).

Un des objectifs avoués des dirigeants nazis était de tester les nouveaux matériels de guerre avant de lancer de plus amples offensives en Europe.

**Maurice Michon**



« Guernica », de Picasso



## Le Kurdistan, plus grande colonie de la planète

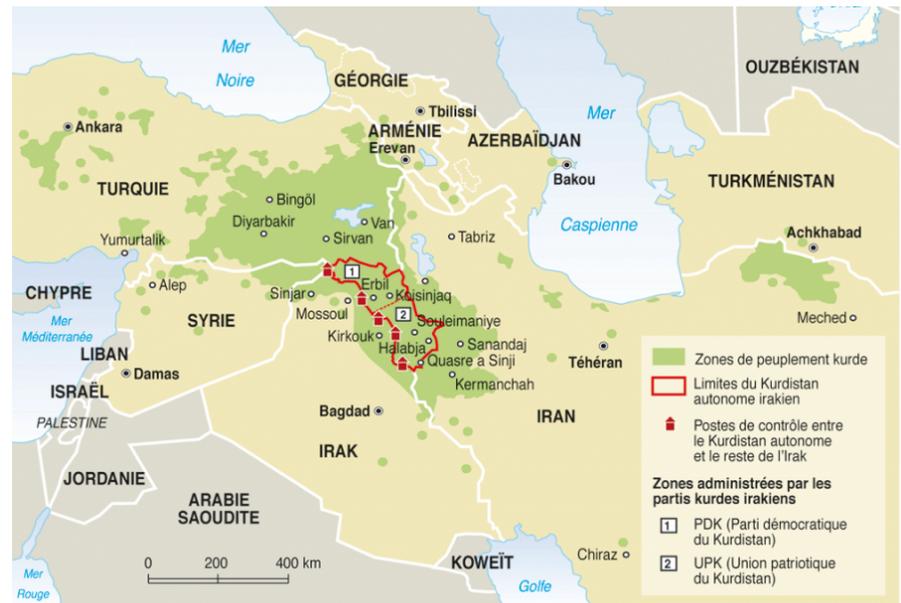
*Aussi longtemps qu'un peuple viable est enchaîné par un conquérant extérieur, il utilise obligatoirement toutes ses forces, tous ses efforts, toute son énergie contre l'ennemi extérieur.*

*Sa vie intérieure est paralysée, il est incapable d'œuvrer à son émancipation sociale.*

Karl Marx.

L'Histoire, dit-on, commence à Sumer. L'histoire des Kurdes est à peine moins ancienne. Les ancêtres des Kurdes sont évoqués sous le nom de « kardou » dans une tablette sumérienne datant de 3'000 ans avant notre ère. Les Kardous sont évoqués dans des textes assyriens et babyloniens. Hérodote, le « père de l'Histoire », en parle également dans ses *Histoires*, lorsqu'il traite de la retraite des 10'000. Les Kassites, qui renversèrent Babylone, furent un peuple kurde. Les Hourrites et les Goutis l'étaient également. Les Kurdes iraniens descendent des Mèdes, qui avaient dominé les Perses, avant d'être renversés par Cyrus, fondateur de l'Empire achéménide (dont la Médie restera l'un des trois centres de pouvoir, avec la Perse et l'Élam). A partir de là, le Kurdistan fut soumis à différents empires.

Le nom de « kurde » est attesté pour la première fois en 1195, avec les Seldjoukides. Au XIII<sup>ème</sup> siècle, la région est ravagée par les Mongoles. Le Kurdistan, une province persane auparavant, fut divisé pour une première fois entre Ottomans et Perses, en 1514, après la bataille de Tchaldoran. Ensuite, les frontières bougèrent peu jusqu'au XX<sup>ème</sup> siècle. Le Kurdistan était encore, à l'aube de la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale, un pays essentiellement féodal, divisée en une multitude de seigneuries locales, aux mains d'une aristocratie kurde soumise à ces deux empires. Mais un vent nouveau commençait à souffler, une conscience nationale kurde émergeait progressivement au cours du



Sources : Institut kurde de Paris ; Mehrad R. Izady Université de Columbia, New York.

XIX<sup>ème</sup> siècle, et on y compte même quelques révoltes où des éléments archaïques se mêlaient à des motifs nationaux, dictés par une conscience plus moderne.

### Le Kurdistan après la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale

La 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale représenta un tournant dans l'histoire du peuple kurde. Dès avant la fin de la guerre, la France et le Royaume-Uni se mirent d'accord pour démembrer l'Empire ottoman, et de s'en partager les décombres. Les détails en furent scellés dans les accords Sykes-Picot, préparés pendant une année entre 1916 et 1917. Vaincu, l'Empire ottoman fut effectivement mis en pièces, et la partie du Kurdistan qu'il contrôlait fut partagée entre trois pays : la Turquie, la Syrie (sous mandat français) et l'Irak (contrôlé de fait par le Royaume-Uni). La France était opposée à toute indépendance du Kurdistan, par peur de voir sa zone d'influence réduite au profit des Britanniques.

Le Kurdistan resta donc une colonie, qui plus est partagé entre quatre pays, dont les régimes politiques sont restés, largement jusqu'à nos jours, des plus archaïques et réactionnaires. Ce

caractère archaïque explique que le colonialisme que subirent, et subissent encore, les Kurdes fut des plus brutaux et rétrogrades, mêlant violence policière et militaire, refus de tous droits nationaux – jusqu'à celui de parler leur langue, ou même être reconnus dans leur existence – et civiques des Kurdes.

Le démantèlement de l'Empire ottoman provoqua également un saut qualitatif dans l'émergence d'un sentiment national kurde, d'un mouvement national kurde, d'une lutte déterminée pour la reconnaissance des droits nationaux des Kurdes, pour l'autonomie nationale, avec l'aspiration à la création d'un État-nation kurde. Mais il était presque trop tard pour cela. La planète avait déjà été partagée entre puissances impérialistes, et ni les pays colonialistes locaux, ni les impérialismes occidentaux n'étaient disposés à permettre aux Kurdes de faire leur révolution démocratique bourgeoise. Les tentatives de soulèvement kurdes – qui furent nombreux – furent impitoyablement réprimés, avec des massacres confinant au génocide.

Aujourd'hui, le Kurdistan demeure la plus grande colonie du monde, partagée entre quatre États. C'est une région montagneuse de hauts



plateaux et de près de 640'000 km<sup>2</sup> (on trouve des estimations plus basses, parce que le régime de Saddam Hussein a fait du nettoyage ethnique, et arabisé une partie du Kurdistan irakien). Y vivent près de 45 millions de Kurdes. Du fait de toutes les répressions, la diaspora kurde est nombreuse : 5 millions dans tous les pays occidentaux, dont un million en Allemagne, et près de 70'000 en Suisse. Le problème national kurde demeure entier.

### **Le Kurdistan irakien, une autonomie sans vraie autodétermination**

On pourrait nous retorquer que, du moins dans le Kurdistan irakien, les Kurdes ont pu atteindre une certaine autodétermination, jouissant, à défaut d'un État indépendant, du moins d'une région autonome. Malheureusement, ce n'est pas tout à fait le cas.

Après leur invasion de l'Irak et le renversement de Saddam Hussein, les USA ont imposé une constitution démocratique bourgeoise. Enfin, sur le papier. Car, en pratique, elle n'est ni applicable ni appliquée. L'Irak d'aujourd'hui est un État failli, instable, corrompu, déchiré par des luttes entre clans et factions. Les USA ont sciemment attisé ces tensions, selon la maxime « diviser pour mieux régner ».

Le Kurdistan irakien, qui occupe la partie nord de l'Irak, est devenu une région autonome. 98% des votants s'y sont prononcés pour l'indépendance, mais la Turquie et l'Iran ont pu empêcher que celle-ci soit mise en œuvre. Les autorités du Kurdistan irakien veulent organiser un nouveau référendum, que Joe Biden souhaite voir reporté.

Le problème est la qualité de cette autonomie, et la nature des forces politiques qui dirigent le Kurdistan irakien. La majeure partie étant aux mains du PDK (Parti démocratique du Kurdistan, qui n'a démocratique que le nom), et, dans les faits, à la botte du clan Barzani, dirigé par Massoud Barzani, qui est toujours

le roi sans couronne de cette région, même s'il n'est plus président. La partie sud du Kurdistan irakien est dirigée par l'UPK (Union patriotique du Kurdistan). Mais, au-delà des différences politiques, cette division reflète surtout une différence à base nationale entre les peuples Goran et Soran.

Du reste, le PDK et l'UPK ont établi le même type de régime dans leurs zones respectives : corrompus, autoritaires, au service d'une bourgeoisie compradore, et totalement liés aux USA et à l'Europe, mais aussi à la Turquie, et aucunement solidaires des mouvements kurdes des autres parties du Kurdistan. Le régime de Massoud Barzani n'hésite pas à collaborer avec l'État turc, y compris contre le Rojava.

Massoud Barzani a tiré sa légitimité du fait d'être le fils du général Mahmoud Barzani, qui avait longtemps lutté pour l'autonomie du Kurdistan irakien, et avait dirigé un pays quasiment indépendant durant quelques temps, avant d'être finalement vaincu par le régime de Saddam Hussein. Le général Barzani est resté dans les mémoires comme une figure héroïque, malgré de graves fautes qui ont précipité sa chute : absence de ligne politique claire, recherche d'alliances opportunistes avec l'impérialisme, direction autocratique et incompréhension du rôle d'un parti politique, mentalité largement féodale... Son fils a hérité de tous ses défauts, sans ses qualités et mérites.

De ce fait, l'autonomie n'y constitue aucunement une vraie autodétermination. On ne peut même pas parler de voie nationale au capitalisme, ni de la présence d'un capitalisme national. Le Kurdistan irakien reste une région divisée en clans rivaux, avec des caractéristiques semi-féodales. Les recettes du pétrole ne profitent nullement au peuple, dans cette région où les inégalités sont abyssales, et où la pauvreté est massive, pendant qu'une toute petite élite s'enrichit de façon proprement révoltante. Une révolution reste à faire.



Drapeau du Kurdistan, symbole officiel du Kurdistan irakien

### **Le Kurdistan turc, entre luttes et répression continuée**

À la chute de l'Empire ottoman, la fondation de la République turque avait donné beaucoup d'espoir, aux progressistes turcs comme kurdes. La Constitution de 1924 était démocratique et, pour la première fois, reconnaissait les Kurdes. La Révolution d'Octobre a eu une influence considérable sur le mouvement kurde, comme sur le mouvement ouvrier turc. Un parti communiste fut alors fondé.

Mais la République turque prit bientôt un tournant de droite, vers le capitalisme, qui devait l'amener à rejoindre l'OTAN dans l'avenir. Un bateau sur lequel des dirigeants communistes revenaient d'URSS fut coulé par la marine turque. L'État turc prit un tournant de plus en plus autoritaire et répressif, écrasant les révoltes kurdes dans la violence, une violence arbitraire, et, en 1937, quasi-génocidaire. La brutalité de la répression permit de consolider un État national turc, et uniquement turc, en brisant l'opposition pour un temps.

Le mouvement européen de mai 68 eut un fort impact en Turquie, qui devint un pays très révolutionnaire, rempli de mouvements de gauche radicale, puissamment organisés et idéologiquement formés. L'influence de l'idéologie marxiste sur les organisations kurdes s'accrut considérablement, de même que l'idée de l'indépendance d'un Kurdistan unifié. Dans ces organisations, on pensait que le Kurdistan avait besoin d'abord d'une révolution démocratique bourgeoise, pour liquider les vestiges du féodalisme,



mais une révolution qui soit conduite par la classe ouvrière, avec le socialisme pour perspective.

Mais, face à cette montée révolutionnaire, la bourgeoisie turque recourut à la dictature militaire. En 1980, la junte réprima impitoyablement ces mouvements, emprisonnant des milliers de révolutionnaires kurdes. Encore aujourd'hui, il y a des dizaines de milliers de prisonniers politiques kurdes en Turquie. Depuis, et jusqu'à aujourd'hui, l'État turc écrase tout mouvement turc par la force des armes, bombarde, tue, emprisonne. La langue et la culture kurde sont interdites, le turc est imposé, aucunes études kurdes ne peuvent exister. La volonté consciente de l'État est que les Kurdes restent pauvres et analphabètes, car plus faciles à gouverner ainsi.

La situation a empiré depuis l'accession au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan, et de son parti islamiste, l'AKP. Le but de l'AKP est de liquider la république, et de revenir à un Moyen Age fantasmé, à un État islamique. D'après l'image utilisée par Erdogan, la démocratie est un train ; une fois qu'on a atteint la destination, qui est la théocratie islamique, on en descend. Il a dit également qu'il n'y a pas de différence entre lui et les Talibans, et a en réalité collaboré avec l'État islamique, qui constitue une forme de réalisation de son projet réactionnaire. Son incompetence abyssale en matière économique – il n'a fait que des études religieuses dans une école obscurantiste, son diplôme universitaire étant un faux – doublée à une tentative d'application de théories islamiques à l'économie, a conduit à un véritable désastre, avec une inflation atteignant jusqu'à 300% d'après certaines estimations.

Face à ce régime, l'opposition de gauche s'est organisée dans le cadre du HDP, qui n'est pas uniquement, comme un raccourci médiatique l'entend, un parti « pro-kurde », mais un parti politique pour toute la Turquie, qui est également

une coalition de plusieurs organisations de gauche radicale (dont le SYKP, « Parti de la reconstruction socialiste », dont des membres en Suisse militent au PST-POP), un parti qui défend un pays démocratique, écologique, social, ainsi que la cause kurde. Le HDP avait dépassé la barre de 10% aux élections parlementaires. Le régime d'Erdogan a réagi par la répression. Des militants du HDP de tous niveaux sont emprisonnés, des militants de base, jusqu'aux deux coprésidents, en passant par les députés et tous les maires kurdes (remplacés par des administrateurs turcs nommés par le régime). Il faut savoir que l'État de droit n'existe plus en Turquie, pas plus que la séparation des pouvoirs – qui sont concentrés dans les faits entre les mains d'Erdogan – ; il n'y a plus de magistrats indépendants, et le régime d'Erdogan ignore ostensiblement les arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme, comme d'ailleurs le droit turc.

Mais les jours de ce régime pourraient être comptés, et Erdogan et l'AKP ont de bonnes chances de perdre les élections fixées en juin 2023. Le HDP a été à l'initiative d'une coalition électorale plus large, « Travail et liberté », qui pourrait atteindre autour de 20% des voix. Il soutient également un candidat commun de l'opposition à la présidentielle. Si Erdogan perd les élections, ses actes au pouvoir pourraient être annulés, et la Turquie pourrait enfin changer en mieux.

### **Le Kurdistan syrien, la révolution du Rojava**

Le Kurdistan syrien, appelé Rojava par ses habitants kurdes, est une petite partie du Kurdistan, tant en territoire qu'en population. Mais, depuis quelques années, il est sous le feu des projecteurs.

Avant 2011, cette région végétait sous le joug d'un colonialisme particulièrement rétrograde. Les Kurdes n'avaient même pas de documents d'identité, pas d'existence



HALKLARIN DEMOKRATİK PARTİSİ

légale. L'État syrien exploitait sans scrupules les ressources de la région, sans aucun égard pour sa population.

Mais tout a changé avec le déclenchement de la guerre civile. Les Kurdes ont eu l'opportunité, et même la nécessité, de prendre leur destin en main, et de s'organiser de façon autonome. Ils l'ont fait sous la direction du YPD (Parti de l'union démocratique), dont le projet politique est celui d'une démocratie directe, populaire, écologique et féministe. Chaque localité de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (nom officiel du Rojava, choisi pour inclure les populations non-kurdes de la région) s'autogouverne avec une participation directe du peuple.

En 2014, les forces armées du Rojava ont affronté, et vaincu, l'État islamique, l'organisation la plus barbare et obscurantiste de toute l'histoire de l'humanité. Cette lutte a été largement dirigé par les femmes, qui disposent de leurs propres organisations, d'où le slogan « femme, vie, liberté ! », qui résonne aujourd'hui dans les manifestations en Iran. Il faut savoir que cette participation active des femmes n'est pas une pure nouveauté, mais trouve son origine dans des traditions kurdes anciennes. Même autrefois, les femmes pouvaient intervenir pour conclure la paix, et les hommes n'osaient pas s'y opposer le cas échéant.



Lorsque l'État islamique était une menace universelle, les puissances impérialistes ont prétendu hypocritement être du côté du Rojava, et ont pu lui fournir un soutien limité, parce qu'elles avaient temporairement le même ennemi. Mais sitôt que l'EI avait perdu son « État », ces mêmes puissances se sont détournées du Rojava, pour ne pas froisser leur véritable allié dans la région : la Turquie, et son président Erdogan. Depuis, le Rojava est entouré d'ennemis : les groupes islamistes ; la Turquie, qui veut la mort de cette autonomie kurde ; le régime syrien de Bachar El-Assad, qui veut récupérer ce qu'il considère comme étant son territoire ; et le Kurdistan irakien de Barzani, objectivement du côté de la Turquie. La région est soumise à un blocus quasiment total. Le nord en est partiellement envahi par l'armée turque – qui viole ainsi impunément l'intégrité territoriale d'un autre pays, dans le silence assourdissant de la « communauté internationale » ! –, et des groupes islamistes, soutenus en sous-mains par la Turquie, l'attaquent. Le Rojava est obligé de conduire une guerre ininterrompue sur plusieurs fronts, et est en outre forcé de continuer à gérer des camps de prisonniers de l'EI, les États occidentaux ne voulant ni reprendre leurs ressortissants, ni même organiser un tribunal international pour les juger.

Malgré cela, la révolution est une réalité au Rojava, et une société nouvelle y est édiflée, dans des conditions d'une difficulté extrême. Quel visage prendra cette nouvelle société ? Pour le savoir, il faudrait déjà qu'elle puisse se développer par elle-même, sans devoir lutter en permanence pour sa survie. C'est un devoir internationaliste que de la soutenir.

### **Le Kurdistan iranien, un soulèvement contre le régime islamiste**

En Iran, les Kurdes subissent longtemps une oppression brutale, privé de tout droit national, jusqu'à celui d'utiliser leur langue, sous la monarchie comme sous la République islamique.

En 1946, le Kurdistan iranien a eu une brève expérience d'autodétermination : la République de Mahabad. Elle a duré six mois. Lorsque l'armée soviétique s'est retirée d'Iran, qu'elle occupait, conjointement avec le Royaume-Uni, durant la II<sup>ème</sup> Guerre mondiale – l'indépendance relative de la République de Mahabad ayant été possible car elle se situait dans un terrain neutre entre les deux zones d'occupation – la monarchie iranienne reprit brutalement la main sur cette région. Le président de la République, Qazi Mohamed, fut pendu. L'État iranien a systématiquement pendu les leaders kurdes, allant jusqu'à les faire assassiner à l'étranger, comme il l'a fait pour A. Kasumen, président du Parti démocratique d'Iran, qui fut tué à Vienne dans les années 80.

Mais les choses pourraient enfin changer. Le peuple iranien se soulève aujourd'hui contre le régime. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est le meurtre par la police religieuse de la jeune Mahsa Amini, qui était kurde, pour la seule « faute » qu'elle ne portait pas correctement le voile d'après une loi rétrograde. Une mobilisation des femmes est devenue une révolte générale de tout le peuple contre un régime honni, une révolte massive surtout dans les régions kurdes. Mais pas seulement. L'Iran est en effet une puissance coloniale oppressive pas seulement pour les Kurdes. Il y a également le Baloutchistan, des régions arabes... Une révolte menée sous le slogan « femme, vie, liberté ! », qui résonne depuis longtemps au Rojava. Une révolte qui est aussi celle de la classe ouvrière. Les travailleurs des raffineries se sont mis en grève pour soutenir le mouvement.

Le régime réagit avec une brutalité extrême et sans nuance, réprimant à l'arme lourde, au prix de milliers de morts, et des dizaines de milliers d'arrestations. Mais ce pourrait bien être le début de sa fin. Tous les peuples et les partis communistes du monde se doivent de soutenir ce courageux soulèvement du peuple



Drapeau du Rojava

iranien contre une théocratie réactionnaire au suprême degré.

### **Quelles perspectives pour le mouvement kurde ?**

Dans les quatre parties du Kurdistan séparées par des frontières nationales du fait des aléas de l'histoire, la tâche politique principale devant le mouvement kurde est en tout premier lieu de se libérer des chaînes du colonialisme, direct ou compradore. Mais ensuite ?

En Europe, l'émergence de l'État-nation est le fruit du développement du capitalisme, et un produit de la révolution bourgeoise qui a remplacé le féodalisme par une forme d'organisation sociale plus avancée. Mais ce processus n'a pas pu avoir lieu au Kurdistan, durement opprimé par des colonialismes particulièrement arriérés. Aussi, aucun capitalisme endogène n'a pu s'y développer, et les vestiges du féodalisme y sont encore massifs. Le Kurdistan présente en outre le même aspect que les pays d'Europe avant qu'ils ne soient devenus des nations. Les Kurdes sont de fait un assemblage de différents peuples – Kurmanc, Zaza-dismili, Goran, Soran, etc. qui parlent différentes langues. Cela ne fait pas une nation unifiée. Sans compter les nombreuses minorités non kurdes : Arméniens, Assyriens, Arabes, Turcomans, ... Ces groupes peuvent de fait s'unir pour lutter contre le colonialisme. Sans interférences coloniales, ils auraient pu avoir évolué pour devenir une nation. Mais le colonialisme a empêché ce processus de s'accomplir.

Pourtant, la question nationale doit être résolue. Comment ? Une



nation implique une unité de territoire, une histoire commune, une même langue, une certaine mentalité commune, et une vie économique commune (qui apparaît avec le capitalisme). En l'état, ces critères ne sont pas réunis au Kurdistan. Pour liquider les vestiges du féodalisme et du colonialisme, deux voies se présentent : une révolution démocratique bourgeoise, suivie d'une évolution vers un capitalisme endogène ; ou bien une révolution nationale démocratique, avec le socialisme pour perspective. Ce qui suppose un parti révolutionnaire, et un front commun du peuple, pouvant aller jusqu'à la bourgeoisie nationale.

Mais le fait est qu'une nation kurde n'existe pas à ce jour. Comment résoudre alors la question nationale au Kurdistan ? Une révolution nationale démocratique, bourgeoise ou populaire, pourrait conduire malgré tout à la création d'un État-nation kurde. Ou bien, pour rendre justice aux revendications nationales de ces différents groupes, pour que chacun de ces peuples et de ces langues trouve sa place, la Kurdistan pourrait être organisé sous la forme d'une fédération, ou bien d'une confédération. Ou bien encore il pourrait être divisé en plusieurs États-nations distincts.

Quelle solution doit prévaloir ? C'est au peuple kurde de choisir celle qui lui conviendra le mieux. Il en a absolument le droit, car le droit des peuples à l'autodétermination est un principe fondamental et inaliénable, et il doit pouvoir le faire sans aucune ingérence des puissances impérialistes, comme des pays colonisateurs locaux. Ce droit d'autodétermination par le peuple kurde, son usage sans interférences extérieures, il faut le soutenir activement, sans réserve et avec détermination.

**Burhan Aktas & Alexander Eniline**

## Adieu, Tony, notre camarade !

Le 19 octobre 2022, le cœur de Tony Fernandez cessait de battre. Il avait alors 80 ans.

Notre camarade Tony a eu un parcours impressionnant – c'était un vrai « personnage » – dont nous avons partagé la toute dernière partie. Son père avait servi la République espagnole, et s'était battu pour elle. Cet héritage espagnol et républicain a fait de Tony le communiste qu'il est devenu.

Tony était depuis fort longtemps militant du PCE (Parti communiste d'Espagne), dont il était le représentant en Suisse, et avait animé une section dans notre pays.

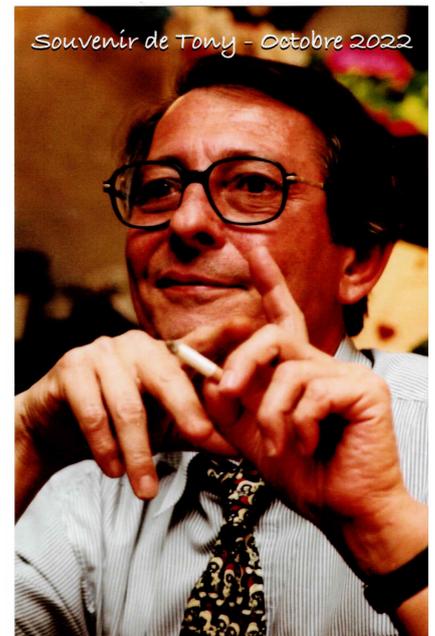
Avant sa retraite, il avait travaillé à l'ONU, à Genève, où il s'est efforcé de servir les principes de l'internationalisme prolétarien, dans la mesure de ce que cette structure rendait possible.

Bien que n'ayant jamais demandé le passeport rouge à croix blanche, même s'il en aurait eu le droit, Tony avait eu la volonté de s'impliquer dans le mouvement communiste de son pays de résidence en plus de celui de son pays d'origine. Il avait rejoint, dans les années 2000, le

groupe nommé *Les communistes*. De ce groupe il a voulu faire un vrai parti communiste, avec une organisation et une idéologie solide, et des liens internationalistes sérieux. Il a toujours été favorable à l'unité de la gauche radicale, et a engagé son groupe pour une participation loyale aux coalitions successives de celle-ci : *A gauche toute ! et Ensemble à Gauche*, avec ses plusieurs avatars.

C'est dans ces circonstances qu'il s'était rapproché du Parti du Travail, dont il avait accueilli favorablement le redressement organisationnel et idéologique dans les années 2010. Conscient du fait qu'il ne devrait y avoir qu'un seul parti communiste dans un territoire donné, il avait initié un rapprochement entre son groupe et notre Parti, devant aboutir à une fusion. Lorsque celle-ci ne put se faire, du fait que le groupe *Les communistes* fut infiltré par des éléments hostiles au Parti du Travail, il choisit de demeurer fidèle à notre Parti, qui était devenu le sien.

Il restera dans nos mémoires comme un communiste exemplaire, dévoué au Parti, inflexible sur les principes, attaché par-dessus tout à



l'idéologie marxiste-léniniste et à la tradition communiste ; ainsi qu'un camarade d'une grande culture, et d'une rare chaleur humaine. C'était également un ami pour l'auteur de ces lignes, qui a pu beaucoup apprécier sa conversation toujours passionnante.

**Adieu, Tony, nous continuerons la lutte qui fut la tienne !**

**Alexander Eniline**



## Michel Bühler, chanteur engagé, ami fidèle et activiste de la solidarité, nous a quittés !

Le 10 septembre dernier, Michel Bühler présidait encore à Yverdon une soirée sur le thème de la chanson engagée, lors de la 3ème journée romande d'amitié Suisse-Cuba. Et dans un petit mot de gratitude, il mentionnait, nous citons ses paroles : « Vous pouvez compter sur moi la prochaine fois ! ». C'est là l'illustration marquante de cet homme dont le combat d'une vie pour la solidarité internationale et la justice sociale aura été exemplaire.

Hélas, lundi 7 novembre 2022, une triste nouvelle allait nous parvenir : Michel, dans sa 77ème année, venait de quitter ce monde. Il n'a jamais renié "ses terres" de Ste-Croix, où il a vécu ses dernières années malgré de longs épisodes parisiens. De tous temps, il a habité ce Jura nord vaudois qu'il chérissait tant et qu'il a si bien raconté et

chanté. Parler de l'œuvre de Michel Bühler est ardu tant ses interventions ont été grandes et variées, sans oublier bien sûr son activisme pour la paix, la solidarité et la justice sociale. En effet, son humanisme a fait qu'indépendamment de son immense répertoire de chansons, on le retrouve toute sa vie dans ses livres, ses pièces de théâtre et ses conférences.

Sa contribution aux luttes menées par le Parti Ouvrier et Populaire (POP) a été remarquable, notamment sa participation à la constituante vaudoise sur une liste du POP. Il a aussi, pendant de nombreuses années, écrit une chronique dans Résistance, le journal du POP vaudois. À cet égard, chaque appel à ses compétences et à sa disponibilité était systématiquement suivi d'un accord fraternel et solidaire. Ce chantre de



l'éducation populaire restera un modèle de ce que l'artiste peut contribuer à apporter pour une société plus juste et égalitaire, en défendant la cause des plus défavorisés.

Le Parti Ouvrier et Populaire présente à sa compagne et à sa famille ses plus sincères condoléances.

## Jean-Charles Pellaud

A 86 ans, il a soufflé la bougie ...

Quel personnage, ce Jean-Charles, que nous avons eu l'immense bonheur de connaître et de côtoyer ces dernières années au 25 Vieux-Billard, aux assemblées générales du parti ou au Bol du Vieux-Billard.

Un Valaisan au grand cœur, une poigne de fer, un rire homérique, un agréable camarade.

Jean-Charles Pellaud, le révolté contre l'Injustice, contre le grand capital et les profiteurs, avait fait ses études aux Arts décoratifs de Genève, puis devint assistant réalisateur TV aux côtés de grands

noms, Goretta, Soutter. Dès l'année 2000, il est réalisateur indépendant. Il a trop de choses à dire ... Attentif aux souffrances dues à la pauvreté, à la solitude des plus faibles, il donne la parole à celles et ceux à qui, d'ordinaire, on ne la donne jamais. Il est ainsi le réalisateur d'une centaine de films. Dont «Genève ville de paix, », «Genève, ville refuge», «l'illégal» et un consacré à Armand Magnin, qui fut le responsable national du Parti suisse du Travail. Nos pensées vont à son épouse Marie-Christine et leurs deux garçons, Hervé et Romain.

## René Ecuyer





## Il y a quarante ans disparaissait Léonide Brejnev, un grand bâtisseur du socialisme

Il y a quarante ans, Le 10 novembre 1982, Léonide Ilitch Brejnev, secrétaire général du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) quittait ce monde.

L'image reçue que beaucoup de gens ont de lui est celui d'un vieil homme fatigué, lisant sa feuille avec quelques difficultés d'élocution (on oublie qu'il fut un orateur brillant dans sa jeunesse), une sorte d'incarnation d'une bureaucratie soviétique sclérosée, coupée de la réalité, à la pensée devenue routinière et dogmatiquement figée. L'époque où il fut à la tête du Parti et de l'État reçut le qualificatif de « stagnation ».

Certes, au soir de sa vie, Léonide Brejnev n'avait plus l'énergie de sa jeunesse. Mais pour le reste, jamais un cliché n'aura été plus faux, un mensonge plus révoltant.

Tout d'abord, c'est à tort que Brejnev passe pour l'incarnation d'une « nomenclatura ». De l'élite dirigeante, il n'était nullement issu. Il venait réellement de la classe ouvrière. S'il s'éleva progressivement aux plus hautes responsabilités, c'est grâce à ses seuls mérites. Il était bien plutôt un « self made man » soviétique ; mais un self made man socialiste, qui s'éleva lui-même en étant toujours et avant tout au service de la collectivité, plutôt qu'en recherchant son avantage personnel, au détriment d'autrui s'il le faut, comme le veut l'« american dream ».

Léonide Brejnev naquit le 6 décembre 1906 à Kamenskoïe, dans l'actuelle Ukraine (ville qui porta le nom de Dnieprodzerjinsk de 1936 à 2016, avant de retrouver une variante ukrainisée de son nom initial durant la « décommunisation »). Son père était ouvrier dans l'usine métallurgique de cette ville, qui était un véritable bagne capitaliste. La prime enfance de Brejnev fut rythmée par les grèves et la répression féroce du régime tsariste. Ces origines ouvrières firent de lui celui qu'il devint. Il s'en souviendra :

« La vie de l'usine, les pensées et les aspirations de l'ouvrier, son attitude envers la vie, tout cela a contribué de façon déterminante à former aussi ma vision du monde. Et ce qui me fut alors inculqué, je l'ai préservé toute ma vie ».

Son adolescence fut marquée par la Révolution, le début de l'édification d'une société nouvelle, mais aussi la Guerre civile, et les ravages terribles qu'elle laissa dans son sillage. La misère était devenue extrême quand les armes s'étaient tuées, et le pays était en ruines. L'usine métallurgique de Kamenskoïe était provisoirement fermée. Tout était à rebâtir.

C'est cet impératif de reconstruction, et par-delà, d'édification d'un monde nouveau, qui allait déterminer la voie que suivra le futur secrétaire général du PCUS.

Après avoir fini l'école à l'âge de 15 ans, Léonide Brejnev travailla comme débardeur, puis reçut une formation d'arpenteur géomètre, profession qu'il exerça dans différentes régions d'URSS. Il adhéra au Komsomol, la Jeunesse communiste, en 1923, à l'âge de 17 ans. En 1931, il revint dans sa ville natale. Il s'engagea comme ouvrier dans l'usine métallurgique, qui avait redémarré en 1925. Le soir après le travail, il suit des cours à la faculté ouvrière, et devient ingénieur. En 1931 également, il adhère au Parti.

C'est en tant qu'ingénieur, et militant du Parti, à l'intérieur de l'usine métallurgique qu'il allait se faire remarquer par son énergie, son dynamisme, ses qualités professionnelles, sa rigueur intellectuelle et son souci des détails ; mais également par ses qualités humaines : modestie, sollicitude pour les autres, sociabilité. Il contribua à accroître de façon perceptible la productivité de l'usine, en ces années où on manquait de tout. C'est grâce aux qualités précitées que, après son service militaire, en 1935-1936, il monta rapidement les échelons.



Puis vint la Guerre. Occupant déjà un poste élevé au sein du Parti au niveau régional, Léonide Brejnev s'engagea avec une énergie admirable dans l'évacuation des personnes et des moyens de productions des territoires qui à vue d'œil tombaient sous le joug de la Wehrmacht. Ensuite, il se porta volontaire pour s'engager dans l'armée.

Durant la guerre, il servit en tant que commissaire politique, avec le grade de colonel. Cette période de sa vie a été beaucoup mise en évidence durant la période où il fut au pouvoir, mais ce n'était pas sans raisons. Elle fut réellement héroïque. Affecté au front de Transcaucasie, puis en Ukraine, Léonide Brejnev n'était pas un « planqué ». Il ne vécut pas la guerre depuis la sécurité d'un état-major, mais sur la ligne de front, ou à proximité immédiate. Son action la plus fameuse était en tant qu'agent de liaison entre le commandement militaire et l'avant-garde soviétique qui avait pris la fameuse « Petite terre », une île aux portes de l'Ukraine encore occupée, et qu'il fallait rejoindre en bateau, sous les tirs allemands. Plus d'une fois il vit la mort de près, souvent il faillit y passer, et participa plusieurs fois lui-même aux combats. A la fin de la guerre, il reçut le grade de major-général et participa au défilé de la Victoire à Moscou en récompense de ses faits d'arme.



De sa participation à la guerre, la plus horrible que l'humanité eut connue, Léonide Brejnev en a retiré une aversion profonde pour ses horreurs, la conviction inébranlable que le combat le plus important est celui pour la paix. Comme il s'en souviendra :

« Les dommages et les dévastations causées par cette guerre ne sont comparables à rien de connu. Les souffrances qu'elle a occasionnées sont encore vives au cœur des mères, des veuves et des orphelins. [...] Il n'est point de perte plus terrible que la mort de ses proches, de ses camarades et de ses amis. Et il n'est point de spectacle plus accablant pour un être humain que de voir ruinés les fruits d'un labeur auquel il a consacré toute son énergie, son talent et son dévouement à la patrie. »

Et il n'oubliera pas cette leçon une fois qu'il sera à la tête du Parti et de l'État, s'engageant avec constance pour la coexistence pacifique entre États à systèmes sociaux différents. Comme il l'écrit dans la préface de l'édition française d'une courte biographie de lui, parue en 1980 :

« De tous les sujets de méditation que peut susciter ce récit, le thème de la paix me paraît le plus important. Pour le peuple soviétique il tient toujours la première place. Il n'y a sans doute pas une seule famille, chez nous, où l'on ne se souvienne de ceux qui ne sont pas revenus de la guerre. Or beaucoup de temps a passé depuis – trente-cinq ans. »

« Dans les circonstances actuelles, il ne suffit pas de désirer la paix, il ne suffit pas de manifester un esprit pacifique. Il faut défendre la paix, il faut lutter pour elle. Et je ne trahirai pas la vérité en disant que c'est là la pensée de tous les deux cent soixante millions de citoyens soviétique. ».

Mais, ça, ce sera plus tard. Dans l'immédiat, le pays horriblement ravagé par la guerre était à reconstruire. Léonide Brejnev s'y employa

activement, tout d'abord dans son Ukraine natale. Brejnev fut en effet élu premier secrétaire de l'organisation régionale du Parti de Zaporjje (région où se trouve aujourd'hui la plus grande centrale nucléaire au monde, sur laquelle les combats font planer un grave danger). L'usine de Zaporjstal avait alors une importance cruciale pour toute l'économie soviétique, puisqu'elle était la seule à produire des tôles d'acier. Il fallait absolument la faire redémarrer, et fonctionner au maximum de ses capacités. Grâce à son énergie et à ses talents d'organiseurs, Léonide Brejnev obtint des résultats spectaculaires dans la reconstruction de l'Ukraine.

Une parenthèse. Une grande partie de la vie de Brejnev est liée à l'Ukraine. Il n'était pas lui-même ukrainien, sa famille venait de la région de Koursk en Russie. Mais il avait aimé ce pays, qui était le sien, et dont il avait gardé un accent caractéristique. Il écrira :

« J'ai longtemps travaillé en Ukraine, je me suis battu sur son sol pendant la guerre et, comme les autres Russes, je connais les merveilleuses qualités du peuple ukrainien, je me suis mis à l'aimer d'un amour filial très sincère ».

En transformant le souvenir sacré de la Grande Guerre patriotique en orgueil militariste, et en réduisant de nouveau l'Ukraine en champ de ruines, le régime de Vladimir Poutine détruit tout ce que Léonide Brejnev s'était efforcé de bâtir, et fait de la Fédération de Russie une véritable anti-URSS.

Du fait des très bons résultats obtenus à chaque fois, Léonide Brejnev continue de monter les échelons : premier secrétaire du Parti de la République socialiste soviétique de Moldavie, puis de celle du Kazakhstan, membre du Comité central du PCUS en 1952, du Bureau politique en 1956. En 1964, lorsque Nikita Khrouchtchev est démis de ses fonctions, il accède au poste de secrétaire général du PCUS. Il y aurait beaucoup à dire sur les

circonstances de cette accession au pouvoir, et plus généralement sur les rapports entre Brejnev et Khrouchtchev, mais le sujet est complexe, et nous en réservons le traitement à un article consacré à Nikita Khrouchtchev.

A la tête du PCUS, Léonide Brejnev s'emploie à la lutte pour la paix, bien sûr, mais surtout à l'édification du socialisme, et, en premier lieu, à l'amélioration des conditions de vie du peuple soviétique. Programme qu'il résume ainsi :

« Créer pour les travailleurs les conditions les plus propices à un travail, à des études, à des loisirs, au développement et à l'application la plus judicieuse de ses capacités, voilà l'objectif essentiel, le sens profond de la politique que met en œuvre avec conséquence notre parti ».

Les résultats étaient sans doute en deçà de ce que la population aurait voulu, mais somme toute spectaculaires, si on prend en compte le point de départ très bas aux lendemains de la Révolution, et les ravages de plusieurs guerres. La période brejnévienne est à juste titre restée dans les mémoires comme la plus heureuse et la plus prospère que les 15 républiques qui formaient l'URSS aient jamais vécu.

Cet éloge de Léonide Brejnev était indispensable, ne serait-ce que pour rétablir la vérité sur ce grand communiste. Mais nous ne voudrions pas non plus en faire une hagiographie. Naturellement, Brejnev n'avait pas que des mérites, et tout n'était pas rose à son époque, ni rouge d'ailleurs. Ayant connu l'état de dénuement extrême du pays, et les grandes difficultés de la reconstruction, Léonide Brejnev avait certainement tendance à surestimer le niveau d'avancement du socialisme soviétique, et à minimiser les problèmes et les contradictions qui s'accumulaient et s'aggravaient. Il n'en mérite pas moins que tous les honneurs dus soient rendus à sa mémoire.

**Alexander Eniline**



CONFÉRENCE  
**SAMEDI 03 DÉC. 2022**

# URGENCE CLIMATIQUE QUELLES SOLUTIONS?

**INTERVENANTS**

**Pr. Jacques Dubochet**  
 Prix nobel de chimie

**Zakaria Dridi**  
 Militant à la grève du climat

**Anaïs Timofte**  
 Présidente du POP Vaud

**INFO**

**Début de la conférence: 16h30**  
 8-10 Av. Reverdil, 1260 Nyon

La conférence sera suivie d'une **discussion ouverte** et d'un **repas de soutien**

**POP & GAUCHE EN MOUVEMENT** **VOIX POPULAIRE**

**PALESTINE**  
**FILMER C'EST EXISTER**  
 RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES

GENÈVE SPOUTNIK

**1-4.12.2022**

**Rejoignez-nous !**

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

NPA : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8